



## **AFRIQUE/NIGERIA - Enquête parlementaire sur la gestion des ressources pétrolières**

Abuja (Agence Fides) - La Chambre des Représentants de la Fédération nigérienne a lancé une enquête relative à la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), l'organisme d'Etat qui gère les ventes à l'étranger du pétrole nigérien et ce après la publication du rapport de l'ONG suisse The Berne Declaration qui faisait état de malversations dans la gestion des exportations de pétrole brut nigérien et dans l'importation de produits pétroliers raffinés.

Dans le rapport intitulé « Swiss traders' opaque deals in Nigeria », la NNPC est qualifiée de « compagnie pétrolière nationale plus opaque au monde ». En effet, depuis 2005, elle n'a pas publié de compte-rendu financier détaillé. Le document souligne entre autre que le Nigeria, bien qu'étant un important producteur de pétrole, est contraint à importer des carburants à cause du mauvais état de ses raffineries. Tant pour le cycle de production et d'exportation du pétrole (upstream et midstream dans le jargon) que pour celui de raffinage et d'importation de produits dérivés du pétrole (downstream), la NNPC s'appuie sur un certain nombre de sociétés de commerce ayant leur siège dans la Confédération helvétique.

Le rapport dénonce, en ce qui concerne l'upstream, la vente de pétrole nigérien à des prix inférieurs à ceux du marché à deux compagnies ayant leur siège à Genève et ce en ayant recours à des filiales de la NNPC établies aux Bermudes. Les deux compagnies revendent ensuite le pétrole brut sur les marchés internationaux au prix fort. Dès lors, le document se demande à qui reviennent les gains créés en spéculant sur cette différence de prix.

En ce qui concerne le downstream, le rapport affirme qu'entre 2009 et 2011, le gouvernement nigérien a dépensé 6,8 milliards d'USD en « subventions injustifiées » afin de fixer le prix des carburants. Dans ce cas également, un certain nombre de sociétés suisses sont impliquées par le biais de sociétés d'intermédiation nigérienne dans une série de fraudes fiscales.

Les Evêques nigériens ont à plusieurs reprises dénoncé les gaspillages et les malversations liées à l'exploitation pétrolière et le fait que les profits créés par la vente du pétrole brut ne soient pas utilisés au profit de la population (voir Fides 13/11 et 28/12/2006 ainsi que Fides 16/01/2012). (L.M.) (Agence Fides 13/11/2013)